

REVUE DE PRESSE

Vie de l'université // Enseignants-chercheurs, professeurs et maîtres de conférences

11 mars 2019

Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans la presse

Vie de l'université

Le Monde

9 mars 2019

A propos du master Ethires

Les jeunes diplômés en « philo pour l'entreprise » tissent leur toile

Questionner l'innovation, répondre au besoin de sens des jeunes cadres... Autant de défis pour lesquels sont sollicités des consultants en philosophie, formés à l'université. La pratique, qui reste marginale, tend à se développer. Léonor Lumineau

Vaste bâtiment de style industriel, le Centquatre hébergeait autrefois les pompes funèbres de la Ville de Paris. Il abrite aujourd'hui des activités plus joyeuses - expositions, concerts, danse. Et aussi un incubateur de start-up. A l'entrée, une machine au minois animal monté sur un bras articulé accueille le visiteur. « C'est un robot social, précise Julien de Sanctis. Il est capable de lire le comportement de son interlocuteur et de s'y adapter pour donner une sensation d'empathie, et il apprend les contenus que les humains avec qui il entre en contact lui transmettent. » Contrairement aux apparences, le jeune homme n'est pas concepteur de robots mais... philosophe.

[► Lien via Europresse](#)

France TV Info

6 mars 2019

Le master conservation et restauration des biens culturels est cité

Laura Galicier : des mains expertes en conservation-restauration d'objets archéologiques

Restauratrice-conservatrice formée au sein du Master de Conservation-Restauration des Biens Culturels de l'Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, Laura Galicier est depuis peu installée en Bourgogne. Spécialisée en archéologie, elle intervient sur de nombreux objets qui lui confiés par l'INRAP.

Patiemment, délicatement, Laura Galicier, retire des résidus de colle sur les bords de fragments de céramique. Un travail minutieux, qui n'est qu'une étape dans le processus de restauration des objets qui lui ont été amenés par le service régional de l'archéologie.

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

4 mars 2019

A propos de la licence de science politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Nous avons subverti Parcoursup pour faire de la diversité sociale

La licence de science politique de l'université Paris-I est la formation post-bac la plus sélective de France. Mais aussi une des plus diverses, grâce à une politique active de discrimination positive. Entretien avec Bernard Dolez, directeur du département de science politique.

Bernard Dolez est le directeur du département science politique de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, LA formation supérieure post-bac la plus sélective de France. Ses enseignants étaient fortement opposés à Parcoursup. La nouvelle plateforme d'accès au supérieur leur a pourtant permis d'obtenir un recrutement beaucoup plus satisfaisant que les années précédentes. Conciliant à la fois excellence académique et diversité sociale. Interview.

[► Lien via Europresse](#)

AEF Info

4 mars 2019

A propos du campus Condorcet

Condorcet : "La dynamique de la phase 2 est officiellement déclenchée" (Jean-Marc Bonnisseau)

"Après plusieurs années de déclarations de principes de la part de ministres, nous sommes ravis que la dynamique de la phase 2 soit officiellement déclenchée", déclare à AEF info Jean-Marc Bonnisseau, président du campus Condorcet, vendredi 1er mars 2019. Il vient en effet de recevoir une lettre de Frédérique Vidal notifiant la moitié du financement d'un nouveau bâtiment pour le siège de l'EPHE, soit 15 M€. Il demande désormais "un échéancier clair de la programmation immobilière", qui pourrait intervenir "dans le cadre de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche", rappelant notamment que l'EHESS a besoin d'un nouveau bâtiment pour pouvoir déménager intégralement. À quelques mois de l'ouverture officielle, il se réjouit enfin du "vrai frémissement" ressenti sur le campus, comme en témoigne l'élection de Barbara Cassin à la présidence du conseil scientifique.

Le Monde

1^{er} mars 2019

L'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne apparaît dans le top 20 des universités françaises

La France se distingue dans le classement mondial 2019 des universités par discipline

Insead, Sciences Po Paris, AgroParisTech... le classement de l'organisme QS met en avant la bonne position d'universités en sciences politiques, commerce et agriculture.

L'Insead (classé 2^e en commerce et gestion), Sciences Po (3^e en sciences politiques et études internationales) et AgroParisTech (4^e en agriculture et sylviculture) sont les trois établissements français qui entrent dans l'un des tops 5 mondiaux de leur discipline parmi quarante-huit disciplines évaluées par le dernier classement réalisé par l'organisme britannique QS World University Rankings, publié mercredi 27 février.

[► Lien vers l'article](#)

Studyrama.com

1^{er} mars 2019

Paris 1 Panthéon-Sorbonne gagne 36 places au classement général Art et Humanités

Classement QS 2019 par discipline : les établissements français en constante progression

Selon le classement QS de 2019 qui répertorie les meilleures universités du monde dans différentes matières (Art, Physique, Histoire, Médecine,...), l'Université Paris Sorbonne assure une bonne position et l'université Paris Sciences & Lettres fait une entrée remarquable dans l'enseignement des "mathématiques". Ce classement est basé sur les "research citations" ainsi que des études auprès de 90 000 académiques et recruteurs de diplômés dans le monde entier. Découvrez-le en détail.

Une progression constante pour les universités Paris Sciences Lettres et la Sorbonne

Les enseignements en archéologie ainsi qu'en histoire assurent la position de **l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne**. Elle gagne notamment 18 places par rapport à l'année dernière et arrive désormais en 20^e position parmi les meilleures universités qui forment à l'histoire. Par ailleurs, elle gravit encore les marches dans le classement de la discipline "archéologie".

[► Lien vers l'article](#)

AEF

27 février 2019

Paris 1 Panthéon-Sorbonne gagne 36 places au classement général arts et humanités

Classement QS 2019 par discipline : trois établissements français entrent dans un top 5 mondial, cinq dans un top 20

L'Insead (2e en "business et management"), Sciences Po (3e en "sciences politiques et études internationales") et AgroParisTech (4e en "agriculture et forêt") sont les trois établissements français qui entrent dans l'un des 48 top 5 mondiaux de leur discipline, selon les palmarès réalisés par la société britannique QS et publiés le 27 février 2019. Cinq établissements se placent en outre dans un top 20 : le CNSMDP, Sorbonne Université, Paris- I, HEC et PSL. Enfin, dix établissements français figurent dans un ou deux top 100 des classements thématiques plus larges que publie aussi QS.

Portail IE

20 février 2019

Le M2 professionnel Techniques d'information et datascience en entreprise fait partie des 10 meilleures formations en intelligence économique

Découvrez le Top 10 des Meilleures Formations en Intelligence économique par EdUniversal

Le 16 février 2019 est sorti le classement SMBG EdUniversal 2019 des meilleurs Masters, Mastères Spécialisés et MBA. Nous vous proposons de découvrir les dix meilleures formations en Intelligence économique de France.

Les quatre premières places du classement restent inchangées par rapport à 2018. Pour la 18ème année consécutive, l'École de Guerre Économique en prend la tête avec son MBA Spécialisé Stratégie et Intelligence économique. L'EISTI - l'École Internationale des Sciences de Traitement de l'Information se hisse à la deuxième place et est suivie de l'EEIE - École Européenne de l'Intelligence Économique en troisième place et de l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne en quatrième place.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde Blogs

20 février 2019

A propos de l'ESCP Europe, mention d'une future alliance avec Paris 1 Panthéon-Sorbonne

« En 2019 pour son bicentenaire ESCP Europe va réinventer son modèle »

C'est en 1819, que ESCP Europe, aujourd'hui la plus ancienne et l'une des premières écoles de commerce au monde, est créée. 200 ans plus tard son directeur général, Frank Bournois, fait un large tour d'horizon de l'actualité de l'enseignement supérieur et de sa stratégie à la tête d'une école qui entend bien rester toujours à la pointe.

De janvier 2019 à janvier 2020, ESCP Europe organise une série d'événements. Son Festival européen du management en sera l'événement phare. Des professeurs, des chefs d'entreprise, des experts, des hommes politiques et des artistes y participeront.

[► Lien vers l'article](#)

Le Journal des grandes écoles et universités

19 février 2019

Avec William Farhi, admis à l'ENA et issu de la PREP'ENA

Énarque en devenir

Les résultats sont historiques. En 2018, sur les 40 étudiants admis à l'ENA (Ecole Nationale d'Administration), 20 étaient issus de la PREP'ENA de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de l'Ecole Normale Supérieure. William Farhi fait partie des lauréats. Portrait d'un futur président ?

Travailleur acharné

A 25 ans, le jeune parisien a déjà accompli un beau parcours : une prépa littéraire au lycée Henri-IV, une spécialisation en histoire à l'Ecole Normale Supérieure, une année de césure à Oxford, une prépa aux concours des administrations, et maintenant l'ENA. « Mes proches disent souvent que je ne m'arrête jamais ! », en rigole William. Lui préfère se qualifier de curieux touche-à-tout. Sa soif de connaissance n'est jamais éteinte et sa capacité de concentration inépuisable. Le profil parfait pour PREP'ENA.

[► Lien vers l'article](#)

Espace Manager

18 février 2019

A propos du projet de lancement de l'UFTAM

UFTAM: Des diplômes français délivrés en Tunisie et une multidisciplinarité innovante

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique Slim Khalbous est revenu ce lundi matin sur les ondes de radio Shems FM sur la création de l'Université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée.

Cette création a été rappelons le, annoncée par le président Emmanuel Macron lors de sa visite en Tunisie au début du mois de février 2018 et officialisé lors de la récente visite du Chef du Gouvernement Youssef Chahed en France, à travers l'accord signé entre le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique Slim Khalbous et son homologue française Frédérique Vidal.

[► Lien vers l'article](#)

Newstank

14 février 2019

A propos de l'engagement de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne pour le projet d'université franco-tunisienne

L'Université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée sera lancée à la rentrée 2019

L'Université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée (UFTAM) doit être lancée en Tunisie à la rentrée 2019, annoncent Frédérique Vidal, ministre de l'Esri, et Slim Khalbous, ministre tunisien de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'issue d'un comité de pilotage qu'ils co-présidaient le 14/02/2019.

Ils confient par ailleurs à Habib Sidhom, président de l'Université de Tunis, et à Gilles Pécout, recteur de l'académie de Paris, la mission de présider la phase préparatoire au lancement de l'UFTAM « en lien avec les partenaires parties prenantes au projet ».

Enseignants – chercheurs, professeurs et maîtres de conférence

Amicus radio

11 mars 2019

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

“A quoi sert une constitution?” par Dominique Rousseau (1/5)

Première partie

La Constitution crée la figure du peuple: le peuple n'est pas une donnée naturelle mais un artefact au sein duquel la Constitution a une part particulière.

Invité

Dominique Rousseau est juriste, docteur en droit et professeur de droit constitutionnel à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

[► Lien vers le podcast](#)

France Culture

9 mars 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Algérie : la fin du système

Manifestations massives en Algérie, depuis le 22 février contre le système Bouteflika, grande marche le 8 mars : le peuple marque son opposition au 5e mandat du président Abdelaziz Bouteflika. Les Algériens se sont levés et le pouvoir, ce matin, pris de sidération, semble commencer à vaciller...

Les Algériens se sont levés et le pouvoir, ce matin, pris de sidération, semble commencer à vaciller. Drôle de révolution, pacifique et émouvante, innovante, puisque les revendications ne portent pas sur l'emploi ou le niveau de vie, mais bien sur la nature du système qui tient le pays depuis 20 ans. Drôle de révolution dont on comprend les ressorts mais dont on voit mal l'issue. Comment va évoluer cet immense mouvement populaire qui touche tout le pays, mais qui reste sans leader ? Le clan Bouteflika peut-il encore tenir ? Que fera l'armée alors que les milieux d'affaires se désolidarisent ?
Autour de Christine Ockrent

Par téléphone depuis Alger, Amel Boubekour, chercheuse en sociologie à l'EHESS spécialiste des pays du Maghreb. Elle a publié avec Olivier Roy *Whatever Happened to the Islamists?* en 2012 chez Hurst.

[► Lien vers l'article et le podcast](#)

Jeune Afrique.com

8 mars 2019

Avec Adlene Mohammedi, docteur en géographie politique

Quand les Algériens s'éveillent

De nombreux Algériens manifestent contre l'idée d'un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika. On les croyait aussi muets que lui, ils démontrent le contraire.

Spontanément, ils sont nombreux – de toutes les régions et de toutes les classes sociales – à crier leur rejet d'un pouvoir politique qui a cru devoir les humilier une fois de plus, une fois de trop. Le sociologue algérien Lahouari Addi a trouvé la meilleure formule pour décrire ce pouvoir : il est « clandestin ». C'est d'ailleurs peut-être tout ce qu'il a conservé de la lutte pour l'indépendance. Seulement, ce n'est plus de la puissance coloniale qu'il se cache, mais des Algériens eux-mêmes. Il aura tout fait – et la manne pétrolière l'y aura aidé – pour s'autonomiser de ce « peuple » dont il prétend tirer sa légitimité. Jusqu'à l'absurde.

[► Lien vers l'article](#)

L'opinion.fr

8 mars 2019

Avec Muriel Pucci, maîtresse de conférences en sciences économiques

Quotient conjugal : les effets pervers du système d'imposition des couples

Conjugué au taux progressif de l'impôt sur le revenu, ce système désincite beaucoup de femmes à travailler.

La parité est aussi une illusion en matière fiscale. Le système d'impôts sur le revenu français, en effet, comporte un mécanisme qui désincite parfois les femmes à travailler. Pour cette raison et pour d'autres, de nombreuses voix s'élèvent depuis plusieurs années pour demander une réforme de l'imposition des couples, notamment celles de trois chercheurs, fin février : Guillaume Allègre et Hélène Périvier, de l'OFCE, et Muriel Pucci, de Paris 1-Panthéon Sorbonne.

[► Lien vers l'article](#)

Ouest-France

7 mars 2019

Avec Laurence Badel, professeure d'histoire

Quels cadeaux Trump a-t-il reçu de la part des autres chefs d'État ?

Un pendentif serti de rubis et d'émeraude, un jeu d'échecs évalué à près de 1 600 €, un modèle réduit d'avion de chasse plaqué or... Voici quelques-uns des présents offerts au président des États-Unis et à sa famille en 2017. Traditionnellement publiée par les autorités américaines, cette dernière liste vient d'être dévoilée.

C'est une longue liste, qui s'étale sur 64 pages. Cette liste, c'est celle des cadeaux offerts à Donald Trump, le président des États-Unis, et à sa famille en 2017. Ces présents leur ont été remis par des dirigeants du monde entier.

[► Lien vers l'article](#)

La Tribune

7 mars 2019

Avec Nedjib Sidi Moussa, doctorant au CRPS

La révolution algérienne a-t-elle vraiment commencé ?

IDEE. Les manifestations du 1er mars, encore plus impressionnantes que celles des jours précédents, ont confirmé la détermination pacifique du peuple, animé par une volonté profonde de changement. Par Nedjib Sidi Moussa, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Les manifestations du 22 février ont radicalement changé l'état d'esprit des Algériens qui, la veille encore, apparaissaient abattus par l'inéluctabilité d'un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika. Les manifestations du 1^{er} mars, encore plus impressionnantes que celles des jours précédents, ont confirmé la détermination d'un peuple dont les observateurs soulignent le pacifisme et la volonté profonde d'un changement de système.

One, two, three...

Et si en réalité tout avait commencé, en novembre 2009, avec la qualification de l'équipe algérienne de football pour la Coupe du monde de l'année suivante en Afrique du Sud ? Sur l'ensemble du territoire, hommes, femmes et enfants étaient sortis en masse fêter la victoire contre les rivaux égyptiens à Oumhourman. Il fallait remonter à juillet 1962 pour retrouver une telle euphorie.

[► Lien via Europresse](#)

BFM Business

6 mars 2019

Avec Christian De Boissieu, professeur émérite d'économie

Nicolas Doze: Les Experts (1/2) - 06/03

Avec: Ronan Le Moal, directeur général de Crédit Mutuel Arkéa. Guillaume Dard, président de Montpensier Finance. Et Christian de Boissieu, professeur à Paris 1 Panthéon-Sorbonne. - Les Experts, du mercredi 6 mars 2019, présenté par Nicolas Doze, sur BFM Business.

Faites le plein d'arguments pour la journée avec Les Experts. Autour de Nicolas Doze, économistes, dirigeants, entrepreneurs confrontent leurs opinions sur les sujets à la Une de l'actualité.

[► Lien vers l'émission](#)

Libanews

6 mars 2019

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit public et directeur de de l'Institut des sciences juridique et philosophique

Les migrations au Liban et au Moyen-Orient : Une réflexion approfondie conduite par l'AUF à Beit Beirut

Dans le cadre du mois de la francophonie, une table ronde intitulée « Les migrations au Liban et au Moyen-Orient : de l'installation au retour » a été organisée par la Direction régionale de l'AUF au Moyen-Orient. Le débat a porté principalement sur les questions migratoires liées aux actualités urbaines, juridiques, économiques et sociales.

« L'AUF-Moyen-Orient est engagée depuis plusieurs années, aux côtés de ses établissements-membres, dans la conduite d'activités permettant une réflexion approfondie autour du dialogue interculturel, dont les questions relatives aux migrations, à la paix et la résolution des conflits et à la médiation en constituent des thématiques centrales. L'AUF entend prolonger cette initiative et l'objet de cette table ronde est précisément d'en définir le nouveau cadre, son contenu et ses objectifs, pour les années à venir », a affirmé M. Hervé Sabourin, Directeur régional de l'AUF au Moyen-Orient à l'ouverture qui s'est tenue le 5 mars à Beit Beirut.

[► Lien vers l'article](#)

Protection sociale information

6 mars 2019

Avec Laetitia Driguez, maitresse de conférences en droit privé et sciences criminelles

La Mutualité toujours en quête d'une légitimité européenne

L'Association des directeurs des organismes de mutualité (Adom) a organisé, le 25 février, une rencontre sur les mutuelles et l'Europe.

Malgré ses efforts, « l'économie sociale n'est toujours pas reconnue au niveau européen », a reconnu Corinna Hartrampf, senior project manager à l'Association internationale de la mutualité (AIM), qui plaide en faveur d'« un cadre légal clair » pour l'économie sociale. Quant aux mutuelles, elles restent englobées dans l'ensemble des organisations non lucratives, au risque d'être cantonnées au champ, forcément réducteur, de l'économie sans échanges financiers. Pour faire reconnaître leur spécificité, « elles ont longtemps cherché à obtenir un statut de mutuelle européen », a rappelé Jean-Claude Genêt, directeur général de l'Ipse. En vain car « dès qu'on sort du territoire national, où le mouvement mutualiste est assez fort, on s'aperçoit que ce n'est pas le cas dans les autres États membres », constate Bruno Huss, président de l'Adom.

[► Lien via Europresse](#)

The Conversation

5 mars 2019

Avec Jérôme Caby, professeur à l'IAE

Kraft-Heinz : l'abus de « cost killing » est dangereux pour la santé des entreprises

Le 21 février 2019, Kraft-Heinz, le géant de l'agroalimentaire américain, a annoncé une dépréciation massive de ses actifs (de 15,4 milliards de dollars) sur deux de ses marques phares, Kraft et les produits carnés Oscar Mayer. Cela s'est traduit simultanément par une perte nette de 10,2 milliards de dollars et une chute de son cours boursier de 27,46 %.

En 2015, Kraft et Heinz avait fusionné pour devenir le numéro 5 mondial de l'agroalimentaire à l'initiative du fonds d'investissement brésilien 3G capital et de Berkshire Hathaway (la holding du célèbre investisseur Warren Buffet) qui détiennent alors conjointement 51 % de l'ensemble (48,8 % aujourd'hui). 3G Capital est connu pour mettre en œuvre des stratégies agressives de réduction des coûts (« cost killing ») dans les entreprises dans lesquelles il investit comme Anheuser-Busch InBev ou Burger King.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

5 mars 2019

Avec Christine Dugoin-Clement, analyste en géopolitique et doctorante à IAE

La présidentielle en Ukraine, une élection sous haute tension

L'élection présidentielle se tiendra bien le 31 mars en Ukraine, comme l'a décidé la Rada (le Parlement) après les derniers événements survenus en mer d'Azov.

Si cette nouvelle rassure ceux qui craignaient que ce vote ne soit repoussé *sine die* suite à ces graves incidents avec la Russie, les enjeux – et donc les interrogations – liés à cette élection restent multiples. La nature même de la Constitution ukrainienne ne permet pas d'assurer une stabilité gouvernementale avec la seule élection du chef de l'État. Ce scrutin sera aussi une occasion pour nombre d'oligarques de pousser leurs poulains et leurs intérêts en se livrant une bataille parfois peu visible pour les observateurs extérieurs.

Par ailleurs, la guerre est encore et toujours active en Ukraine, que cela soit sous sa forme cinétique dans l'Est ou sous la forme dématérialisée d'attaques cyber et informationnelles.

[► Lien vers l'article](#)

Mediapart

5 mars 2019

Avec, parmi les signataires de la tribune, Jean Gardin, maître de conférences en géographie

Pour une Journée mondiale de l'élevage paysan et des animaux de ferme !

Avec Paul Ariès et Jocelyne Porcher, on a remis ça. Quoi ? Une tribune ! Après celle parue l'an dernier dans Libé, qui nous avait valu la gloire d'une première de couverture et la médaille d'honneur des menaces de mort violente et de tortures expiatoires, voici un texte qui s'oppose - à la pétition faussement nutritionniste pour un Lundi vert...

... et qui propose : manger moins, oui, de la bidoche industrielle, pour manger plus de viande de qualité élevée en pâture ! Ami lecteur, je tiens à vous rassurer, l'élevage, ce n'est pas mal, ce n'est pas pécher. Ça peut même être très écolo. La liste des signataires s'allonge chaque jour, elle est déjà bien fournie (Slow Food, Biolait, c'est pas mal, non ?!). Mais en plein Salon de l'agriculture et alors que L214 et Hugo Clément sortaient leurs bréviaires en librairie, Le Monde ne nous a diffusés que sur son site, ce qui a considérablement réduit la portée de notre texte. Peu importe, vous êtes là ! Si vous voulez signer et diffuser ce texte, ne vous retenez pas, on vous dit merci d'avance.

[► Lien vers la tribune](#)

Le Point

5 mars 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire et civilisations

Pierre Vermeren : « Il faut que l'Algérie se décongèle. Sans se liquéfier »

ENTRETIEN. L'Algérie est en ébullition à un mois de l'élection présidentielle. Analyse des enjeux et des risques avec l'historien, spécialiste du Maghreb.

Pierre Vermeren, professeur à la Sorbonne, est l'un des historiens spécialistes du Maghreb. Il a consacré des ouvrages tout aussi bien aux décolonisations dans les pays arabes, à la présence française dans cette partie du monde qu'aux dissidents de la zone du Maghreb, tout récemment. Il est donc tout particulièrement qualifié pour dresser un portrait de l'Algérie actuelle, de ses forces en présence, de ses limites, de ses impasses, de ses réformes à mener, mais aussi de l'importance stratégique et migratoire que ce pays occupe dans l'Afrique du Nord-Ouest. Analysant les manifestations qui ébranlent le pouvoir après la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat, il propose également quelques pistes possibles pour les semaines à venir, si le mouvement venait à se prolonger.

[► Lien via Europresse](#)

The Conversation

4 mars 2019

Avec Nedjib Sidi Moussa, docteur en science politique

La révolution algérienne a-t-elle vraiment commencé ?

Les manifestations du 22 février ont radicalement changé l'état d'esprit des Algériens qui, la veille encore, apparaissaient abattus par l'inéluctabilité d'un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika. Les manifestations du 1^{er} mars, encore plus impressionnantes que celles des jours précédents, ont confirmé la détermination d'un peuple dont les observateurs soulignent le pacifisme et la volonté profonde d'un changement de système.

One, two, three...

Et si en réalité tout avait commencé, en novembre 2009, avec la qualification de l'équipe algérienne de football pour la Coupe du monde de l'année suivante en Afrique du Sud ? Sur l'ensemble du territoire, hommes, femmes et enfants étaient sortis en masse fêter la victoire contre les rivaux égyptiens à Oumhourman. Il fallait remonter à juillet 1962 pour retrouver une telle euphorie.

[► Lien vers l'article](#)

Non Fiction.fr

4 mars 2019

Avec **Claude Gauvard**, professeure émérite en histoire du Moyen Âge

La justice au Moyen Âge : entretien avec Claude Gauvard

À la fin du Moyen Âge, la justice est assurée par des institutions diverses, même s'il s'agit d'une des modalités d'affirmation du pouvoir royal, entre rituel, grâce et condamnation à mort.

Nicolas CHARLES

La fin du Moyen Âge voit le développement des institutions judiciaires, notamment en France sous l'égide de la monarchie. La haute justice - et son pouvoir de vie et de mort - devient un vecteur d'autorité du roi sur l'ensemble du royaume. Claude Gauvard, professeure émérite d'Histoire médiévale à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, nous invite à comprendre comment le droit de grâce et la peine capitale ont pu être utilisés dans le cadre de ces cours de justice médiévale.

** La version originale de cette interview a été publiée par l'Association des Professeurs d'Histoire-Géographe (APHG) sous le titre « La justice au Moyen Age » dans sa revue Historiens et Géographes n°445 . Il est repris ici dans le cadre d'un partenariat entre Nonfiction et l'APHG, dont le but est de diffuser aussi largement que possible la recherche historique en train de se faire.*

[► Lien vers l'article](#)

La Croix

4 mars 2019

Avec **Florian Michel**, maître de conférences en histoire et civilisations

Un « code Maritain » à « Sodoma » ? Une erreur de perspective historique

Par Florian Michel, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne et Michel Fourcade, Université Paul-Valéry Montpellier 3.

Frédéric Martel accorde une grande importance au philosophe Jacques Maritain (1882-1973), au point d'en faire la clé interprétative de Sodoma : « Pour comprendre le Vatican et l'Église catholique, au temps de Paul VI comme d'aujourd'hui, Jacques Maritain est une bonne porte d'entrée. J'ai découvert peu à peu l'importance de ce codex, ce mot de passe complexe et secret, véritable clé de lecture de Sodoma. Le code Maritain (p. 187). »

Dès le premier chapitre, l'auteur inclut Maritain dans une galerie d'« auteurs homosexuels ». Dans l'épilogue, il établit une typologie des clercs-gays et se sert de Maritain pour caractériser le premier type : « Le modèle "vierge folle", fait d'ascétisme et de sublimation, c'est celui qui caractérise Maritain, François Mauriac, Jean Guittou et peut-être aussi quelques papes récents. »

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

4 mars 2019

Avec Bruno Haas, maître de conférences en philosophie

Quoi Hegel ? Qu'est-ce qu'il a Hegel ? (1/4) La mort de l'art

Il y existe une idée phare chez Hegel, une idée qui consiste à dire que l'art tel que nous le connaissons est mort. Mais est-ce une bonne ou une mauvaise nouvelle pour Hegel ?

L'invité du jour

Bruno Haas, philosophe, maître de conférences en philosophie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Le musée, une hétérotopie

Bonne ou mauvaise nouvelle là n'est pas tellement la question, car c'est une analyse. On le méconnaît souvent, mais Hegel est très proche des réalités. Ce qu'il est en train de décrire c'est la naissance du musée. C'est ce qui se passe à la fin du XVIIIème siècle : l'art est pour la première fois considéré comme une chose qui finalement n'a plus de fonctions dans la vie, et donc on construit des maisons pour les choses qui ne servent à rien. Ces lieux qui se créent forment une institution qui s'appelle le musée. Et c'est une institution bizarre, c'est une hétérotopie.

[► Lien vers l'émission](#)

Sport Stratégie

4 mars 2019

Avec Sophie Dion, maitresse de conférences en droit privé et sciences criminelles

Sophie Dion, une avocate au cœur de la stratégie du sport

Fidal a récemment consolidé son pôle Sport avec l'arrivée de Sophie Dion, arbitre au Tribunal arbitral du sport (TAS) depuis 2010 et ancienne conseillère chargée des Sports auprès de l'Élysée (2007-2012). Elle a rejoint le cabinet le 1er mars 2018 en tant qu'avocat of counsel afin d'accélérer le développement de l'activité sport du cabinet, dans un contexte de forte attractivité de la France, notamment symbolisée par l'obtention des Jeux Olympiques de Paris 2024. Sophie Dion exerce la profession d'avocat depuis près de 20 ans, période durant laquelle elle a connu des expériences au sein de plusieurs grands cabinets français et défendu de nombreux dossiers dans des contentieux liés au sport.

[► Lien via Europresse](#)

RFI

2 mars 2019

Avec Michel Pigenet, professeur émérite d'histoire contemporaine

Invité de la mi-journée Podcast «Gilets jaunes»: «les causes sont toujours là, les issues n'y sont pas»

Ce samedi 2 mars, des rassemblements ont démarré dans plusieurs villes de France. C'est l'acte XVI, plus de 100 jours après la première manifestation nationale. Le mouvement des « gilets jaunes » est inédit à plusieurs égards dans cette histoire des conflits sociaux, et notamment par sa longévité - trois mois de mobilisation... Comment l'expliquer ? Michel Pigenet, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, spécialiste de l'histoire des mouvements sociaux, auteur de l'ouvrage intitulé *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, publié en 2012, est notre invité.

[► Lien vers l'émission](#)

BFM TV

2 mars 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire et civilisations

Tensions en Algérie: quelles issues possibles au conflit?

Après une semaine de manifestations contre le 5e mandat de Bouteflika, il y aurait trois issues au conflit selon Pierre Vermeren, professeur à Paris-I Panthéon Sorbonne et spécialiste du Maghreb.

Des dizaines de milliers d'Algériens dans la rue vendredi pour dire "non" au maintien au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika. Leurs mots d'ordre: "Non à un cinquième mandat" et "Boutéflika dégage". Le président sortant au pouvoir depuis 1999 entend en effet se représenter à l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu le 18 avril.

L'octogénaire qui se trouvait vendredi encore dans un hôpital à Genève doit remettre le dossier de candidature demain dimanche au conseil constitutionnel. Le 10 février dernier, l'annonce de cette candidature pour un cinquième mandat a déclenché une vague de protestations sans précédent depuis 20 ans en Algérie. Depuis le 22 février, les manifestations se multiplient ... et vendredi, elles ont connu un succès inédit.

[► Lien vers l'émission](#)

Le Monde

2 mars 2019

Avec Frédérique Matonti, professeure de science politique

#Metoo, procès Baupin, Ligue du LOL : les saines colères des femmes

Depuis des siècles, l'emportement est un territoire déconseillé aux femmes, qui doivent incarner la tempérance, la docilité et le calme. Metoo, procès Baupin, Ligue du LOL : et si les femmes s'autorisaient enfin à parler haut et fort ?

En cette fin de débat présidentiel, la voix de Ségolène Royal se fait soudainement plus grave. Indignée par les propos de Nicolas Sarkozy sur le handicap, elle pointe un index accusateur vers son adversaire avant de se lancer dans un vibrant éloge de la scolarisation des enfants handicapés. « Non, M. Sarkozy, tout n'est pas possible dans la vie politique! Cet écart entre les paroles et les actes n'est pas acceptable! Je suis très en colère. » Nicolas Sarkozy esquisse un sourire ironique. « Calmez-vous, calmez-vous, pour être président de la République, il faut être calme, souffle-t-il avec un brin de condescendance. Je ne sais pas pourquoi vous perdez vos nerfs. »

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde

1er mars 2019

Avec, parmi les signataires de la tribune, Geneviève Bastid-Burdeau, professeure émérite en droit

Cameroun : « Droit, justice et dignité pour Maurice Kamto »

Une trentaine de juristes soutiennent l'opposant incarcéré depuis le 28 janvier et placé en détention provisoire « pour une durée initiale de six mois ».

Tribune. Le 28 janvier, deux jours après la « marche blanche » organisée pour contester pacifiquement le résultat officiel de l'élection présidentielle au Cameroun, le professeur Maurice Kamto est interpellé à Douala avec plusieurs dizaines de personnes. Il est par la suite transféré à Yaoundé et placé par un préfet en « garde à vue administrative », au sein du Groupement spécial d'opérations (GSO), un service dépendant de la délégation générale à la sûreté nationale spécifiquement chargé des opérations contre les commandos, groupes terroristes ou autres bandes organisées de malfaiteurs. Détenu pendant quinze jours au secret, dans des conditions humanitaires exécrables et dégradantes, Maurice Kamto est finalement présenté le 12 février, avec 160 autres personnes, au tribunal militaire de Yaoundé.

[► Lien vers la tribune](#)

L'Histoire

1er mars 2019

A propos de Christophe Charle, professeur en histoire contemporaine

Christophe Charle L'Européen

A l'heure où l'Europe semble plus fragile que jamais, l'encyclopédie que vient de diriger Christophe Charle avec Daniel Roche se veut une boussole pour éclairer des citoyens désorientés.

Christophe Charle dit volontiers de lui-même qu'il aime les causes perdues. L'Europe en est-elle une ? Depuis 2015 et la crise grecque, ça y ressemble... L'Europe. Encyclopédie historique (Actes Sud, 2018) dont il est un des responsables avec Daniel Roche aurait pu aussi devenir une cause perdue, un Titanic éditorial. Conçue au lendemain du référendum négatif de 2005, le volume emportant avec lui plus de 400 auteurs et qui devait célébrer les 50 ans du traité de Rome (en 2007) sort avec douze ans de retard, mais l'Europe est toujours là, et toujours en crise !

[► Lien via Europresse](#)

L'Histoire

1er mars 2019

Avec Pascal Ory, professeur émérite en histoire contemporaine

Les trois vies de « madame Sun »

Le témoignage poignant d'une « femme de réconfort » coréenne.

Les amateurs de bande dessinée savent désormais que la production asiatique ne se limite pas au manga japonais. Les traductions de manhwa venus de Chine continentale et de manhwa taiwanais et coréens sont là pour en témoigner. Comme ces genres témoignent aussi de la forte présence de l'histoire dans les scénarios. Une histoire foncièrement nationale, voire nationaliste, qui trouve à s'exprimer et à s'illustrer dans le cadre de la Seconde Guerre « mondiale », guerre qui, du point de vue asiatique, n'a pas commencé en 1939 mais en 1937, quand le Japon attaque la Chine.

Pour les Coréens ou les Taiwanais s'ajoute à cette dimension impérialiste une situation de dépendance coloniale spécifique à l'égard du Japon, vieille d'une quarantaine d'années. Née en Corée du Sud mais résidente en France pendant dix-sept ans, Keum Suk Gendry-Kim est bien placée pour raconter ici le destin d'une des victimes de ce gigantesque massacre où tant de soldats mais, plus encore, de civils ont perdu la vie.

[► Lien via Europresse](#)

Libération

28 février 2019

Avec **Sandra Laugier**, professeure de philosophie

Oscars : le black, le green et «Miss Daisy II»

Par, Sandra Laugier,, professeure de philosophie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, Sandra Laugier professeure de philosophie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne

Pour la soirée des oscars, on a eu de la chance : le show hollywoodien n'est pas parvenu à trouver un animateur pour la soirée, tout le monde s'étant

défilé après l'éviction de Kevin Hart (coupable de vieux tweets et blagues homophobes). Du coup, mis à part la voix emphatique et anonyme habituelle qui introduisait les remettants, pas de host - ce qui signifiait : pas de discours initial interminable plein de blagues et de connivence agressive, pas de petits numéros comiques de l'hôte émaillant la soirée, pas de selfies ni de distribution de hotdogs... et curieusement, aucun problème; une cérémonie allégée et donnant libre cours à l'expression individuelle : celle des lauréats, mieux mis en valeur (ou pas) dans ce contexte light, mais aussi des stars ou couples de stars venus distribuer les statuettes - dans une forme d'auto-organisation faussement ou parfois réellement improvisée, qui permettait de construire, comme l'a joliment dit l'un d'eux, un «travail collaboratif».

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde

28 février 2019

Avec **Jean Emmanuel Ray**, professeur de droit privé et sciences criminelles

Comment changer un contrat de travail

Les raisons de modifier le contrat de travail ont profondément évolué depuis les « trente glorieuses », lorsqu'elles servaient essentiellement aux promotions individuelles. Ces changements témoignent du passage d'un droit du travail au droit de l'emploi depuis 1982. Pour réduire les fractures et factures sociales provoquées par la flexibilité externe et ses licenciements économiques, législateur et entreprises ont développé la flexibilité interne, en agissant sur le salaire, la qualification ou le lieu de travail.

Notre droit de la modification est ainsi devenu objet de négociation collective avec les « accords de gestion de l'emploi et des parcours professionnels » créés par la loi du 20 décembre 2017. Le contrat de travail n'en reste pas moins individuel. Aussi, lorsqu'un employeur propose de modifier l'un de ses éléments essentiels salaire contractuel, qualification, ou possibilité de déplacement à 500 kilomètres hors clause de mobilité , que peut faire le salarié?

[► Lien via Europresse](#)

La Matinale du Monde

28 février 2019

Avec Elie Gueraut, enseignant-chercheur en sociologie et démographie

« Nantes, c'est le nouveau Montreuil » : paroles de Parisiens qui ont fui « la capitale de l'invivable »

« Voilà, ça, c'est ma terrasse. Elle fait la taille de mon ancien appartement à Paris. » C'est avec cet enthousiasme des nouveaux arrivants qu'Emilie Abel, jeune trentenaire fraîchement exilée à Nantes, nous accueille un matin d'hiver chez elle. La terrasse en question, située en plein cœur de l'île de Nantes, fait 60 mètres carrés. Inondée de lumière, elle donne directement sur les jardins des Fonderies, où jadis des ouvriers fabriquaient des hélices et des turbines pour les constructions navales. On peut encore y apercevoir d'anciens fours et quelques rails perdus au milieu des plantes tropicales.

[► Lien via Europresse](#)

Ouest France

28 février 2019

Avec Loïc Blondiaux, professeur de science politique

Saint-Nazaire. Comment faire vivre la démocratie participative ?

Citoyenneté, tirage au sort, syndicats... Cinq jours avant le Grand débat à la mairie, l'analyse d'un spécialiste sur la participation citoyenne.

Loïc Blondiaux, Professeur de sciences politiques à l'Université Panthéon-Sorbonne.

Il y a une demande forte de participation citoyenne. Mais souvent un manque d'intérêt devant les dispositifs proposés. Comment expliquer cette contradiction ?

Cette indifférence est justifiable, et même normale en démocratie. La plupart des citoyens ne disposent ni du temps ni de l'intérêt pour débattre sur tous les sujets. Et dans la plupart des cas, on ne leur demande jamais de discuter des choses essentielles. Il faut faire preuve de volontarisme, leur donner de l'information, leur donner les moyens. Là seulement ils pourront jouer le jeu. On reste dans une société orientée vers le travail, vers la consommation, et qui n'est pas orientée vers la politique.

[► Lien via Europresse](#)

BFM Business

28 février 2019

Avec Agnès Bénassy-Quéré, professeure de sciences économiques

Les Experts (2/2)

Avec: Agnès Bénassy-Quéré, professeur à l'École d'Économie de Paris et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Frédéric Andrès, économiste et stratéguiste aux Cahiers Verts de l'Économie. Et Gilles Raveaud, maître de conférences à l'Institut d'Études Européennes de Paris 8 Saint-Denis. - Les Experts, du jeudi 28 février 2019, présenté par Mathieu Jolivet, sur BFM Business.

[► Lien vers l'émission](#)

RFI.fr

27 février 2019

Avec Gilles Dorronsoro, professeur en science politique

La paix en Afghanistan peut-elle se négocier sans les Afghans ?

En Afghanistan, l'année 2018 a été la plus meurtrière jamais enregistrée, pour les civils : 3 800 morts, en grande partie imputés aux Talibans. Et pourtant, les États-Unis sont optimistes. Ils n'ont jamais été aussi près d'un accord de paix avec les insurgés. Un nouveau cycle de négociation a commencé, cette semaine, à Doha au Qatar, avec pour enjeu notamment le retrait des troupes américaines. Mais, le processus exclut totalement les autorités de Kaboul. La paix peut-elle se construire sans les Afghans ? Pourquoi les États-Unis ont-ils mis dans la balance leur présence sur le sol afghan ? Peuvent-ils faire confiance aux Talibans ?

[► Lien vers l'émission](#)

Slate

27 février 2019

Avec Benoît Rossignol, maître de conférences en histoire

Et si l'Empire romain s'était (aussi) effondré à cause d'une crise climatique?

En plus des facteurs politiques et sociaux, les crises environnementales ont également eu un impact sur l'effondrement de l'Empire romain. Et il y a plus d'une leçon à en tirer.

On ne compte plus les ouvrages consacrés à la chute de l'Empire romain. Rappelons néanmoins quelques titres incontournables en la matière: *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, publié par Montesquieu en 1734, et *Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*, de l'historien britannique Edward Gibbon, paru en 1776. Bien qu'ils défendent des hypothèses distinctes, ces deux travaux reposent néanmoins sur la même base philosophique: une vision téléologique, c'est-à-dire selon laquelle que la chute de l'Empire serait devenue inéluctable à partir du moment où celui-ci a atteint une certaine expansion et grandeur.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro

27 février 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Manifestations contre la réélection de Bouteflika : l'Algérie retient son souffle

Pierre Vermeren. La situation en Algérie est incertaine, alors que des manifestations de grande ampleur ont eu lieu contre la réélection annoncée d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat, explique le professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne*. L'éminent spécialiste de la région expose la singularité du pouvoir autoritaire algérien.

Voilà l'Algérie dans l'expectative. Des manifestations de grande ampleur réunissant étudiants et jeunes, relayées sur les réseaux sociaux, se sont déroulées vendredi 22 février et se poursuivent dans les régions remuantes de l'est et à Alger. Alors que 45 % des 42 millions d'Algériens ont moins de 25 ans, les protestataires contestent la candidature à un cinquième mandat du président sortant, Abdelaziz Bouteflika, âgé de près de 82 ans. À ce jour, les manifestants protestent sans violences ni désordres, et les forces de l'ordre montrent leur nombre. La prochaine échéance est le 10 mars. Ce jour-là, la commission d'investiture doit dire qui aura le droit de concourir face au président sortant. L'élection présidentielle doit se dérouler le 18 avril.

[► Lien via Europresse](#)

La Tribune

27 février 2019

Avec Pascal Lokiec, professeur de droit privé et sciences criminelles

Quelle ordonnance pour le marché du travail ?

Xerfi Canal a reçu Pascal Lokiec, professeur de droit à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et codirecteur du département de droit social, pour parler de la réforme du marché du travail. Une interview menée par Adrien de Tricornot.

En partenariat avec le Printemps de l'Économie, La Tribune et le Groupe Xerfi sont partenaires du Printemps de l'économie 2019, semaine d'évènement pour explorer les grands enjeux du XXIe siècle. La 7e édition aura lieu à Paris le 21 février et du 18 au 21 mars 2019 et a pour thème "Travail : un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout ?".

[► Lien vers la vidéo](#)

France Info

26 février 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Algérie : cinq questions sur les manifestations inédites contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un nouveau mandat

Le président algérien, qui n'apparaît presque plus en public depuis un AVC en 2013, est tout de même candidat à son cinquième mandat consécutif.

Le vent est-il en train de tourner pour l'inamovible Abdelaziz Bouteflika ? Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de plusieurs villes du pays, vendredi 22 février, pour protester contre la candidature du président algérien à un cinquième mandat consécutif, alors que le chef de l'Etat, âgé de 81 ans, est malade et quasiment invisible depuis 2013.

Si le gouvernement a renvoyé, lundi, les manifestants au verdict des urnes, le 18 avril prochain, l'ampleur et la nature du mouvement, né sur les réseaux sociaux et rassemblant surtout la jeunesse du pays, sont inédites. En cinq questions, franceinfo explique la situation et en quoi elle peut changer l'avenir du pays.

[► Lien vers l'article](#)

Ouest France

26 février 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Algérie. Le cinquième mandat de Bouteflika ne passe vraiment pas

Le 18 avril, les Algériens iront aux urnes pour élire leur Président. Le sortant, Abdelaziz Bouteflika, âgé de 81 ans et cloué sur un fauteuil roulant par un accident vasculaire cérébral, en 2013, n'est plus apparu en public depuis le 1er novembre. Son entourage le présente tout de même à la présidentielle du 18 avril. Pour un cinquième mandat. Ce qui ulcère la rue algérienne...

En Algérie, le fantôme de Bouteflika est candidat à sa succession. Bien malgré lui, comme l'expliquait Arezki Aït-Larbi, le correspondant d'*Ouest-France* en Algérie dans un article du 18 février.

Le point sur cette élection jouée d'avance. À moins que le candidat sortant et favori ne décède avant le 18 avril, date du scrutin.

[► Lien vers l'article](#)

Atlantico

26 février 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

2019 : année du printemps algérien ?

La mobilisation persiste en Algérie contre la candidature du président sortant Abdelaziz Bouteflika. L'homme, de 81 ans, brigue un cinquième mandat consécutif.

Atlantico : Comment évaluer les manifestations algériennes de ces derniers jours ? Pourrait-y voir un mouvement plus large en gestation ? Du poids de la décennie noire, aux nouvelles réalités économiques, en quoi la situation actuelle pourrait-elle être différente du précédent des émeutes de janvier 2011 ?

A ce stade, on observe que les partis et les syndicats sont tout en retenue, car ces organisations sont ou bien dans la majorité présidentielle, ou bien très affaiblies.

[► Lien vers l'article](#)

Le 360

26 février 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Pierre Vermeren: ce qui change avec les manifestations anti-Bouteflika en Algérie

Le mécontentement des Algériens face à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat n'est pas une nouveauté, estime Pierre Vermeren, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Mais l'ampleur des manifestations et leur caractère politique sont inattendus.

Pouvait-on s'attendre à ce qu'il se passe en Algérie?

Le fait que les Algériens soient mécontents de la situation, on le savait, et des manifestations en Algérie, depuis le printemps arabe, il y en a tous les jours, dans tout le pays.

La population algérienne, et notamment les étudiants, sont très habitués à manifester. Ce n'est pas quelque chose d'exceptionnel, et plus on s'éloigne des années de la décennie noire, plus cela paraît normal. Mais ce sont des manifestations locales, dans des entreprises, dans des universités, dans des petites villes, dans une administration...

[► Lien vers l'article](#)

Sud Ouest

25 février 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Algérie : la nouveauté des manifestations, c'est qu'elles visent "la tête de l'Etat"

Pierre Vermeren, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, décrypte les manifestations à Alger contre la candidature à une réélection d'Abdelaziz Bouteflika.

Le mécontentement des Algériens face à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat n'est pas une nouveauté, estime auprès de l'AFP Pierre Vermeren, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Mais l'ampleur des manifestations et leur caractère politique sont inattendus.

[► Lien vers l'article](#)

AFP Infos Mondiales

25 février 2019

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Algérie : la nouveauté des manifestations, c'est qu'elles visent "la tête de l'Etat" (chercheur)

Paris, 25 fév 2019 (AFP) - - Le mécontentement des Algériens face à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat n'est pas une nouveauté, estime auprès de l'AFP Pierre Vermeren, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Mais l'ampleur des manifestations et leur caractère politique sont inattendus.

Question : Pouvait-on s'attendre à ce qu'il se passe en Algérie ?

Réponse : Le fait que les Algériens soient mécontents de la situation, on le savait, et des manifestations en Algérie, depuis le printemps arabe, il y en a tous les jours, dans tout le pays.

[► Lien via Europresse](#)

Bella Ciao

25 février 2019

Avec, parmi les signataires de la tribune, Jean Gardin, maître de conférences en géographie

Pour une Journée mondiale de l'élevage paysan et des animaux de ferme !

Cet appel initié par Paul Ariès (politiste), Frédéric Denhez (journaliste scientifique), Jocelyne Porcher (sociologue) a déjà reçu le soutien de plusieurs milliers de signataires grâce aux engagements collectifs de la Confédération paysanne, du MODEF, de Slow Food International, de Biolait, de Nature & Progrès, des AMAP, de nombreux parlementaires insoumis et communistes, d'élus EELV, de personnalités des gauches politiques, syndicales, mouvementistes, d'universitaires, de chercheurs spécialistes, de citoyens, etc.

[► Lien vers la tribune](#)

Epochtimes

25 février 2019

Avec Angélique Palle, chargée d'enseignement et chercheuse associée en géographie

Gazoduc Nord Stream 2 : piège russe ou nécessité européenne ?

Un gazoduc reliant directement et sans pays de transit la Russie à l'Allemagne à travers la mer Baltique, telle est l'ambition du Nord Stream 2. D'une capacité annuelle de 55 milliards de mètres cubes, ce qui correspond à 11 % de la consommation annuelle de l'UE, l'achèvement de sa construction est prévu pour 2020 et estimé à 9,5 milliards d'euros.

Il doublera un tronçon déjà existant d'une capacité équivalente, le Nord Stream 1. Entre les pays membres de l'Union européenne, le projet suscite encore de nombreuses controverses, alimentées par la position du président américain Donald Trump qui s'y oppose farouchement. Quand certains le jugent indispensable à l'approvisionnement européen, d'autres crient au piège russe.

[► Lien vers l'article](#)

La République

25 février 2019

Avec Bastien François, professeur de sciences politiques et de droit constitutionnel

Décisions trop verticales, milieux populaires sous-représentés, futur dangereusement hypothéqué

Professeur de sciences politiques et de droit constitutionnel à l'université Panthéon-Sorbonne, Bastien François réfléchit depuis longtemps à un dépassement d'une V e République manifestement essoufflée.

- Faut-il renforcer le pouvoir législatif ?

Certes, mais seul véritable contre-pouvoir, l'Assemblée nationale souffrira toujours de son manque de représentativité. Les députés élus en 2017 ont apporté un peu de fraîcheur. Mais s'ils viennent davantage de la société civile que du monde politique, ils ne représentent pas, loin s'en faut, toute la France. Plus paritaire, la nouvelle Assemblée nationale est aussi socialement plus inégalitaire. Elle compte proportionnellement moins d'enfants d'ouvriers qu'à la fin du XIX e siècle. Le sentiment d'invisibilité d'une partie de la population renvoie donc bien à une réalité. Le mode de scrutin pour l'élection des députés déforme la représentation au point que la moitié du corps électoral n'est pas représentée.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde.fr

25 février 2019

Avec, parmi les signataires de la tribune, Denis Kambouchner, professeur de philosophie

Projet de spécialité « Humanités, littérature et philosophie » : « Il n'est plus temps de demander son abandon »

Dans une tribune au « Monde », des membres du Groupe d'élaboration des projets de programmes (GEPP) s'étonnent des approximations et de la vision caricaturale formulées par un collectif de professeurs de philosophie contre la nouvelle spécialité proposée à la rentrée 2019. Collectif

Tribune. Le Monde.fr a publié le 14 février une tribune de professeurs de philosophie (« Le projet de spécialité "Humanités" au lycée "dégrade l'enseignement de la philosophie en sous-discipline de la culture générale" ») critiquant dans les termes les plus vifs le programme de la nouvelle spécialité « Humanités, littérature et philosophie » (HLP) qui sera proposée aux lycéens à partir de la rentrée 2019. Les signataires « *demandent l'abandon pur et simple de ce programme confus et incohérent* », dont ils estiment qu'il « *dégrade l'enseignement de la philosophie en sous-discipline de la culture générale* ».

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde

23 février 2019

Avec Bastien François, professeur de science politique

Le référendum, démocratiquement correct?

Face à des institutions trop verticales et rigides, des juristes plaident pour de nouvelles formes de consultation populaire qui permettraient de réduire la fracture entre le peuple et les élites et de mieux associer les citoyens aux décisions politiques.

Démocratie. Du grec demos (« peuple ») et kratos (« pouvoir »); « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », selon la formule employée en 1863 par Abraham Lincoln, et qui est reprise à l'article 2 de notre Constitution pour définir le « principe » de la République française. Quoi de plus « démo-cratique » en conséquence qu'un référendum, ce vote direct du corps électoral? Interroger le peuple, en court-circuitant ses représentants, n'est-il pas le meilleur moyen de lui donner ou de lui rendre le pouvoir?

[► Lien via Europresse](#)

Le Télégramme

23 février 2019

Avec Mireille Chiroleu Assouline, professeure de sciences économiques

Fiscalité écologique. « La transparence est nécessaire »

Comment faire évoluer la fiscalité écologique ? Depuis l'apparition des gilets jaunes, le sujet est plus tabou que jamais. Pourtant, des économistes comme Mireille Chiroleu Assouline, de l'université Paris 1 Panthéon - Sorbonne, y voient un outil indispensable pour accomplir la transition verte. À condition de préserver le pouvoir d'achat des plus défavorisés et jouer la transparence sur la destination des recettes.

Taxes et impôts sont-ils indispensables pour mener à bien la transition écologique ?

C'est l'un des instruments les plus efficaces. La fiscalité permet d'introduire un écart de prix entre ce qui est polluant et ce qui ne l'est pas. C'est la seule manière de conduire à des changements de comportement et à des réorientations d'investissements.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde

23 février 2019

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Dominique Rousseau : « Le référendum favorise les idées reçues »

Le mouvement des « gilets jaunes » ainsi que le grand débat qui l'accompagne ont fait resurgir des questions institutionnelles, parmi lesquelles le référendum. Professeur de droit constitutionnel à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, auteur de *Radicaliser la démocratie. Propositions pour une refondation* (Seuil, 2015), Dominique Rousseau livre son analyse sur ce sujet.

Le référendum est-il le meilleur outil de la démocratie directe?

Non! Il y a sur ce sujet une sorte de réflexe conditionné, pavlovien : quand je pense démocratie directe, je pense référendum. Sur ce point, les « gilets jaunes » sont très conservateurs ou peu créatifs. Ils ressortent une idée reçue sans la discuter. Or elle est discutable théoriquement et pratiquement.

[► Lien via Europresse](#)

Le Figaro

22 février 2019

Avec Paul-François Schira, chargé d'enseignement en droit

Paul-François Schira: «Il n'y a pas de destin commun sans enracinement»

En proposant une «politique de l'enracinement», le jeune énarque entend répondre aux illusions déçues d'une société ouverte qui a précipité selon lui les maux qu'elle entendait combattre.

Juriste, énarque, enseignant le droit public à l'ENS, ainsi qu'à l'Université Paris-1 (Panthéon-Sorbonne), Paul-François Schira est haut fonctionnaire. Il vient de publier *La demeure des hommes*. Pour une politique de l'enracinement (Tallandier, février 2019), préfacé par François-Xavier Bellamy.

[► Lien vers l'article](#)

Valeurs Actuelles

22 février 2019

Avec Aram Mardirossian, professeur en histoire du droit et des institutions

“Deux fois, deux mesures”, le christianisme, religion à abattre

Entre le 28 janvier et le 10 février, une dizaine d'églises ont été profanées ou vandalisées en France dans un grand silence médiatique. Des attaques qui reflètent une haine bien spécifique du christianisme, dénonce le professeur agrégé des facultés de droit à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Les éternels naïfs déplorent à juste titre le récent accroissement des actes antisémites en France. On récolte ici les fruits de décennies d'idéologie anti-raciste qui a largement muté en islamo-gauchisme. Néanmoins, s'il y a une religion à abattre aujourd'hui, ce n'est ni le judaïsme ni l'islam mais le christianisme. Les actes de profanation et de vandalisme qui ont souillé une dizaine d'églises ces derniers jours n'ont rien d'exceptionnel. En 2017, sur 978 lieux de culte dégradés, 878 étaient des édifices et sépultures chrétiens, soit une moyenne de 2,5 par jour !

[► Lien via Europresse](#)

The Conversation

22 février 2019

Avec Jacques Gerstlé, professeur émérite en sciences politiques

Pensée des « gilets jaunes » : trois ingrédients à prendre en compte

Devant cet objet politique mal identifié que constitue le mouvement des « gilets jaunes », le regard porté sur différents types de considérations semble s'imposer. La satisfaction dans la vie et la confiance interpersonnelle ont été récemment mises en avant pour expliquer les comportements électoraux observés en 2017 et ont été remobilisées pour éclairer le mouvement des « gilets jaunes ».

Parmi les objectifs de cette étude figure la compréhension des « ressentis subjectifs et du socle intellectuel de leurs idéologies » : « Dans les deux cas (2017 et crise des « gilets jaunes »), la vieille opposition gauche-droite a laissé place à un nouvel antagonisme, dans lequel les variables de bien-être subjectif ou de confiance à l'égard des institutions ou des personnes jouent un rôle central et sous-estimé jusqu'alors. »

[► Lien vers l'article](#)

Ciné Chronicle

22 février 2019

A propos de la parution du livre de Fanny Beure, enseignante en histoire de l'art et archéologie

Livre / That's entertainment ! : critique

Résumé : Les sauts de Gene Kelly de flaque en flaque, la voix vibrante de Judy Garland quelque part au-delà de l'arc-en-ciel, les pas de deux, joue contre joue, de Fred Astaire et Ginger Rogers...

Comment expliquer cette euphorie toujours renouvelée qu'offre le spectacle des comédies musicales ? À travers la notion anglo-saxonne d'Entertainment, Fanny Beuré revisite ici la comédie musicale hollywoodienne, du début des années 1930 à la fin des années 1950, afin de saisir de concert le plaisir que le genre procure et les valeurs qu'il véhicule. Il s'agit ainsi de constituer une alternative aux approches françaises traditionnelles du musical hollywoodien —surtout historiques et esthétiques— et de mettre en avant l'apport des théories queer et féministes. Études thématiques des films et interprétations détaillées des numéros musicaux s'entrecroisent, faisant aussi bien appel à l'histoire du cinéma qu'aux analyses musicale et chorégraphique.

[► Lien vers l'article](#)

Public sénat

21 février 2019

Avec Paul Cassia, professeur de droit public

Sénateurs et juristes contestent l'argumentaire du gouvernement : « le Sénat est dans son rôle »

Sénateurs et juristes contestent l'argumentaire du gouvernement : « le Sénat est dans son rôle ». L'affaire Benalla continue de créer des remous entre les institutions. Le gouvernement considère que le Sénat, en formulant dans son rapport des préconisations affectant l'organisation interne de l'Élysée, ne respecte pas la séparation des pouvoirs. Au-delà des réactions outrées des sénateurs, des constitutionnalistes ne partagent pas l'argumentation des ministres.

Une bataille d'arguments constitutionnels entre le pouvoir d'exécutif et la chambre haute du Parlement qui vire à la crise institutionnelle ? Le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur l'affaire Benalla, remis le 20 février, a été accueilli avec hostilité dans les rangs du gouvernement.

[► Lien vers l'article](#)

France Info.fr

21 février 2019

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Affaire Benalla : le Sénat a-t-il porté atteinte à la séparation des pouvoirs ? On a posé la question à un constitutionnaliste

Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel, estime que la chambre haute reste dans son rôle avec ses propositions pour améliorer le fonctionnement de l'administration de l'Élysée.

Une critique peu voilée. Le Premier ministre Edouard Philippe s'est dit "*surpris*", jeudi 21 février, du rapport de la commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Benalla. Il juge que le Sénat sort de son rôle avec ses recommandations, sur l'organisation de l'Élysée. "*Traditionnellement, la séparation des pouvoirs fait qu'il n'appartient pas ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat de se prononcer sur l'organisation interne de la présidence de la République*", estime-t-il.

Mais le Sénat est-il allé au-delà de ses prérogatives ? A-t-il vraiment violé le principe de séparation des pouvoirs en émettant une liste de treize préconisations sur le recrutement et l'utilisation des collaborateurs à l'Élysée ? Franceinfo a interrogé Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel à l'université de Paris I – Panthéon–Sorbonne.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

21 février 2019

Avec Francis Kessler, maître de conférences en droit

Comment accéder au compte personnel de formation ?

Imaginé par l'Accord national interprofessionnel sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi de 2013, le compte personnel de formation (CPF) a été intégré au code du travail par la loi du 5 mars 2014 pour entrer en vigueur le 1er janvier 2015. Sous-ensemble du dispositif baptisé compte personnel d'activité, le CPF permet à tout actif d'être à l'initiative de sa formation continue, mieux qu'avec le droit individuel à la formation (DIF) absorbé par le nouveau dispositif. Mais son accès en toute autonomie est-il possible ?

Le CPF doit permettre à tout individu d'au moins 16 ans, qu'il soit salarié, en insertion professionnelle ou demandeur d'emploi, de suivre une formation financée. Ce dispositif, à ne pas confondre avec le « CPF de transition professionnelle », que la loi du 5 septembre 2018 a substitué au congé individuel de formation (CIF), a déjà vu son régime juridique changer.

[► Lien via Europresse](#)

Contrats publics

21 février 2019

Avec Sophie Nicinski, professeure de droit public

Définitions et champ d'application du Code de la commande publique

Le Code de la commande publique donne désormais une définition de la commande publique, jusqu'alors issue de jurisprudences ou de textes épars. En outre, le périmètre de la commande publique est sensiblement modifié : les anciens marchés exclus sont réintégrés et les opérations hors champ sont enrichies. Enfin, le régime des contrats mixtes, bien que reposant globalement sur les mêmes principes, est précisé.

La première partie du Code de la commande publique présente la particularité d'être commune aux marchés (qui sont l'objet de la deuxième partie) et aux concessions (troisième partie). Les définitions et le champ d'application sont abordés autour de trois principaux thèmes : les contrats (livre 1er), les acteurs (livre II) et les contrats mixtes (livre III)(1).

[► Lien via Europresse](#)

Cap-com.org

21 février 2019

Avec Géraud Albouy et Adrien Préguiça, étudiants en M2 Communication politique et institutionnelle

Consignes de sécurité pour communiquer en période préélectorale

Dans l'année qui précède les élections municipales de mars 2020, il n'est pas question de stopper toute communication publique. Mais la période est particulière. Il appartient aux communicants de connaître et de rappeler aux agents et aux élus les contraintes d'une communication publique en période préélectorale. Cette note, rédigée comme une recommandation faite à son élu, déroule les pièges à éviter.

Cette note de recommandations a été rédigée par Géraud Albouy et Adrien Préguiça, étudiants en Master 2 Communication politique et institutionnelle de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Elle s'appuie sur la présentation de Rolande Placidi, avocate au barreau de Strasbourg, à laquelle ils ont assisté lors du Forum de la communication publique, le 5 décembre 2018.

[► Lien vers l'article](#)

Le Soir

20 février 2019

Avec des chercheurs et professeurs de l'université parmi les signataires

Des chercheurs appellent à la grève climatique mondiale: « Nos vérités sont difficiles à entendre »

Des scientifiques et des universitaires de diverses disciplines signent une tribune dans laquelle ils invitent à marcher pour le climat. Leurs travaux disent des vérités difficiles à entendre.

Nous sommes des scientifiques et universitaires de diverses disciplines. Depuis des années, nos travaux disent des vérités difficiles à entendre sur l'état de la planète et du monde, et en particulier sur la menace existentielle que représentent les bouleversements climatiques et la destruction de la biodiversité. Nous avons en premier lieu fait notre travail : investiguer et documenter, tester des hypothèses et construire des modèles, nourrir à partir de l'évidence scientifique des réflexions sociologiques, économiques, juridiques, historiques et philosophiques, toutes soucieuses des procédures démocratiques.

[► Lien vers l'article](#)

Les Échos

20 février 2019

Avec Lionel Fontagné, professeur en sciences économiques

Quel avenir pour la PAC après le Brexit ?

Royaume-Uni et PAC entretiennent une relation difficile depuis près de soixante ans. La première demande d'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne avait buté sur la question agricole, nourrissant le premier veto français de 1963.

Avec son accession, le Royaume-Uni est devenu le troisième contributeur net au budget de la PAC après les Pays-Bas et surtout l'Allemagne, et cette question financière a empoisonné les relations avec le continent. Dans ces conditions, que signifiera le Brexit pour la PAC ?

[▶ Lien via Europresse](#)

Xerfi Canal

20 février 2019

Avec Pascal Lokiec, professeur en droit

Quelle ordonnance pour le marché du travail ?

Xerfi Canal a reçu Pascal Lokiec, professeur de droit à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et codirecteur du département de droit social, pour parler de la réforme du marché du travail. Une interview menée par Adrien de Tricornot.

Le Groupe Xerfi est mécène du Printemps de l'économie 2019, semaine d'évènement pour explorer les grands enjeux du XXIème siècle. La 7ème édition aura lieu à Paris le 21 février et du 18 au 21 mars 2019 et a pour thème "Travail : un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout ?".

[▶ Lien vers la vidéo](#)

L'express

20 février 2019

Avec Pierre Birnbaum, historien, professeur émérite en science politique

Actes antisémites : la recrudescence

En marge du mouvement des gilets jaunes, une parole antijuive se libère et s'ajoute au mal qui taraude déjà la société depuis des décennies.

Le 9 novembre, déjà, le Premier ministre avait donné l'alerte. Rompant la tradition de n'annoncer les chiffres des actes racistes qu'une fois par an, Edouard Philippe avait communiqué le bilan à étape des statistiques de l'antisémitisme - les actes antijuifs étaient alors en hausse de 69 %. Les deux derniers mois de l'année n'ont pas inversé la tendance et l'ont même un peu renforcée : d'après le ministère de l'Intérieur, 541 actes antisémites (1 homicide, 81 violences et tentatives d'homicides, 102 atteintes aux biens et 358 menaces) ont été signalés à la police en 2018, contre 311 en 2017. Soit un bond de 74 % alors que la courbe dévissait depuis deux ans.

[► Lien via Europresse](#)

Neon Mag

20 février 2019

Avec Marion Laval-Jeantet, professeure en sciences de l'art

Transhumanisme, métissage... allons-nous tous devenir hybrides dans le futur ?

Et si l'hybridation de l'espèce humaine était vieille comme le monde ? Nous avons posé la question à Judith Nicogossian, anthropobiologiste ; Marion Laval-Jeantet, plasticienne et Bernard Andrieu, philosophe du corps.

« Il devient urgent de réfléchir au devenir de notre espèce, des autres espèces et de l'environnement »

Judith Nicogossian est anthropobiologiste, spécialiste de l'impact des techniques sur le corps humain et auteure de « La Norme du corps hybride » (éd. L'Harmattan).

Nous sommes déjà des êtres hybrides : les formes d'hominidés se sont mélangées les unes aux autres dans le passé. Nous, Homo sapiens, avons déjà été hybridés, par exemple avec l'Homo *neanderthalensis* avant qu'il ne disparaisse. Sur un axe de temps darwinien, il n'y a pas de forme « pure » d'Homo sapiens !

[► Lien vers l'article](#)

RCF

19 février 2019

Avec Pierre Birnbaum, historien, professeur émérite en science politique

Face à la hausse des actes antisémites, les institutions se mobilisent

14 partis politiques appellent à des rassemblements contre l'antisémitisme à Paris et un peu partout en France. L'objectif: dénoncer une résurgence des actes anti-juifs dans l'Hexagone.

En moyenne, un tiers des actes racistes commis en France sont dirigés contre une personne de confession juive alors que les juifs représentent moins de 1% de la population française. Les actes antisémites ont progressés de 74% en 2018 après avoir reculé en 2017 et 2016. 541 actes ont été recensés en 2018 contre 311 l'année précédente. Et la tendance pour ce début année 2019 est sur la même lancée.

[► Lien vers l'article](#)

Le Parisien

19 février 2019

Avec Bastien François, professeur de science politique

Grand débat : et si on mettait en place le RIC ?

Chaque jour, dans le cadre du grand débat national, *Le Parisien* passe une de vos propositions au crible. Ce mardi, la question du référendum d'initiative citoyenne.

En marge du grand débat national organisé par le gouvernement en réponse au mouvement des Gilets jaunes, *Le Parisien* invite ses lecteurs à lui envoyer les propositions de loi citoyennes qu'ils souhaiteraient voir émerger. Chaque jour, une partie d'entre elles sont passées au banc d'essai par la rédaction.

Ce mardi, nous nous penchons sur le référendum d'initiative citoyenne. Cette piste est revenue à plusieurs reprises dans les milliers de propositions que nous avons reçues.

[► Lien vers l'article](#)

Le Point

19 février 2019

Avec Stéphane Laurent, maître de conférences en histoire de l'art

Quand les artistes n'existaient pas...

Jusqu'au XIII^e siècle, en Occident, il n'y avait que des artisans. Certains d'entre eux ont muté en artistes, raconte l'historien Stéphane Laurent.

Il fut un temps, lointain, où les artistes n'existaient pas. Jusqu'au XIII^e siècle, en Occident, il n'y avait que des artisans. Certains d'entre eux ont muté, donnant vie à la figure de l'artiste. Celle-ci ne s'imposa qu'après une longue guerre entre les faiseurs d'art. Dans *Le Geste et la Pensée. Artistes contre artisans, de l'Antiquité à nos jours*, Stéphane Laurent, historien de l'art, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne, revient sur cette étonnante histoire où la main s'est peu à peu effacée derrière l'esprit du créateur.

[► Lien vers l'article](#)

Télérama

19 février 2019

Avec Serge Ollivier, membre du centre d'histoire sociale du XX^e siècle

“Wall Street adorait le chavisme !” : Arte fait le point sur le Venezuela

Arte diffuse ce soir “Amérique latine, l’année de tous les dangers”, un film militant dans lequel témoignent de nombreux présidents, comme Nicolas Maduro, ou d’ex-présidents sud-américains. L’occasion de s’interroger sur l’avenir du Venezuela avec l’historien Serge Ollivier.

L’Amérique du Sud vit une période de transition démocratique tendue. Dans son documentaire Amérique latine, l’année de tous les dangers, diffusé le 19 février sur Arte, le réalisateur et leader du parti progressiste du Chili (très à gauche) a rencontré Nicolas Maduro, président contesté d’un Venezuela secoué par une crise politique, mais aussi humanitaire et sociale, dramatique. Retour sur la situation d’un pays au cœur des préoccupations internationales avec l’historien Serge Ollivier, prof à Paris-I, spécialiste de l’Amérique du Sud.

[► Lien vers l'article](#)

L'Humanité

18 février 2019

Avec Michel Pigenet, professeur émérite d'histoire contemporaine

Les messages de soutien, de solidarité et de combat pour l'Humanité

« Je n'ai jamais été membre du PCF, et pourtant l'Humanité a toujours été mon journal. Il m'a accompagné toute ma vie militante. Ce n'est pas mon unique lecture quotidienne, mais c'est un repère important. Il m'importe de savoir ce que pense l'Huma sur nombre de sujets : les luttes sociales, l'économie, la culture. Depuis longtemps de tradition communiste, ce quotidien porte une attention particulière à la situation internationale. Restée fidèle aux idéaux internationalistes de la Ire Internationale, l'Huma penche très souvent du bon côté dans ce domaine. Ce n'est plus évident de nos jours alors qu'une partie de la gauche semble de plus en plus tentée par un repli national teinté de populisme. Lorsque Jean Jaurès fonde le quotidien, le 18 avril 1904, il souhaite créer un organe de presse qui soit en communication constante avec le mouvement ouvrier, syndical et coopératif. L'Huma a accompli cette tâche essentielle avec constance.

[► Lien via Europresse](#)

Libération

18 février 2019

Avec Jean-Michel Tobelem, professeur associé, membre de l'IREST

Centre Pompidou : problèmes d'emblème

Afin d'améliorer son image auprès du public, et notamment les touristes étrangers, le centre d'art parisien a entamé une réflexion pour choisir quelles œuvres de sa collection le représenteraient au mieux. Une « iconisation » qui a causé quelques crispations en interne.

Vite, citez une œuvre des collections du Louvre ! Fastoche, la Joconde. Maintenant, vite, une œuvre du musée d'Orsay ! Quelques secondes de réflexion... et peut-être direz-vous l'Origine du monde, ou Olympia ? Allez maintenant, hop, une œuvre du centre Pompidou ! On a dit hop ! Non ? Vous tâtonnez ? Vous n'êtes pas seuls. Une étude réalisée il y a quelques années par l'institut Harris et Beaux-Arts magazine le dévoilait : sur 1000 personnes interrogées (visiteurs du Centre ou non, Parisiens ou non), quatre seulement avaient été capables de citer, sinon une œuvre, du moins un artiste de la collection.

[► Lien vers l'article](#)

France TV Info

19 février 2019

Avec, parmi les signataires de la tribune, Charlotte Guénard, enseignante-chercheure en sciences économiques

TRIBUNE. L'épargne doit financer la transition écologique et sociale et non les énergies fossiles

Un projet de loi en faveur de la transparence dans l'utilisation de l'épargne populaire en matière énergétique va être présenté en commission des finances de l'Assemblée nationale mercredi 20 février. L'objet principal de ce texte vise à contraindre les banques à plus de transparence en matière d'utilisation de l'épargne populaire des Français, afin notamment de flécher l'épargne du LDDS (livret développement durable et solidaire) à destination exclusive de projets réellement durables et solidaires. Dans une tribune portée par Attac et 350.org., publiée mardi 19 février sur franceinfo, 25 économistes apportent leur soutien à cette proposition de loi et appellent "à la fin de tout investissement dans les projets de production et d'infrastructures de combustibles fossiles, et à une hausse significative du financement des énergies renouvelables."

[► Lien vers la tribune](#)

Le Monde

18 février 2019

Avec Laurent Frajerman, membre du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains

« Dans l'éducation, comme ailleurs, chaque génération invente ses propres modes d'action »

Pour Laurent Frajerman, spécialiste du syndicalisme enseignant, si les mobilisations de professeurs hors des cadres traditionnels remettent en cause le leadership des syndicats, elles peuvent aussi constituer pour eux un renfort appréciable. Séverin Graveleau

De quoi les « stylos rouges » sont-ils le nom ? Les enseignants mobilisés contre les réformes du lycée et du baccalauréat inventent-ils de nouvelles formes de protestation ? Quelle est la réaction des syndicats ? Laurent Frajerman, chercheur au Centre d'histoire sociale de Paris-I et à l'Institut de recherche de la Fédération syndicale unitaire (FSU), livre son point de vue au Monde.

[► Lien via Europresse](#)

France 24

18 février 2019

Avec Serge Ollivier, membre du Centre d'histoire sociale du XXe siècle

Comment Juan Guaidó tente de faire basculer l'armée vénézuélienne

Depuis qu'il s'est auto-proclamé président du Venezuela par intérim, Juan Guaidó utilise tous les moyens pour mettre la pression sur l'armée et la pousser à désavouer Nicolas Maduro.

Après un mois de bras de fer entre Nicolas Maduro et Juan Guaidó, la pression s'accroît de plus en plus sur l'armée vénézuélienne. "Vous avez sept jours pour vous mettre du côté de la Constitution, faites ce qu'il faut", a lancé aux militaires, dimanche 17 février, l'opposant auto-proclamé président. Alors que plusieurs défections de hauts gradés ont eu lieu dans l'armée depuis début février, Juan Guaidó espère que d'autres vont suivre et laisser passer l'aide humanitaire bloquée depuis plus de dix jours à la frontière avec la Colombie. Il a promis à la population touchée par la crise économique que les denrées entreront dans le pays "quoiqu'il arrive" le samedi 23 février.

[► Lien vers l'article](#)

Sud-Ouest

18 février 2019

Avec Robert Frank, historien, professeur émérite

Brexit : les Britanniques et le continent, une histoire sans fin

Le Brexit, voté par référendum en juin 2016 et qui doit, en principe, entrer en vigueur le 29 mars 2019, est le dernier avatar de la très longue histoire des relations du royaume insulaire avec l'Europe continentale.

- Ce texte est publié en trois parties - Dans ce premier volet, l'auteur explique pourquoi les Brexiteurs ont la nostalgie du passé, mais connaissent mal l'histoire.

Ce qu'il y a de nouveau dans l'affaire du Brexit, ce n'est pas la volonté ou la velléité des Britanniques de sortir de l'Europe. Car cela fait plus de trois cents ans qu'ils hésitent sur la question de savoir s'ils doivent s'impliquer ou non dans les affaires européennes. Depuis le XVIIe siècle, ils font alterner des périodes d'engagement européen et des moments de prises de distance par rapport au continent. Non, ce qui est nouveau ce n'est pas leur rapport au monde extérieur, mais l'ampleur de la crise intérieure qu'ils subissent depuis le référendum du 23 juin 2016. Celui-ci a provoqué un séisme qui révèle et approfondit les fractures sociales et territoriales partout dans le royaume. L'union britannique entre les quatre nations qui la composent est elle-même remise en cause.

[► Lien via Europresse](#)

France Culture

17 février 2019

Avec Anne-Marie Duguet, professeure émérite en sociologie de la télévision et esthétique dans les domaines de l'image électronique et informatique

Vidéo Babil, 1 - En guise d'introduction avec Anne-Marie Duguet

1983 | "En guise d'introduction avec Anne-Marie Duguet", le 1er temps de la série "Vidéo Babil", proposé Philippe Venault et Raymond Bellour, diffusé la 1ère fois le 18 avril 1983 sur France Culture.

En 1983, pour le premier numéro de Vidéo Babil, une série d'émissions consacrées à la création vidéo, ses producteurs avaient choisi d'inviter Anne-Marie Duguet, à ce moment déjà auteur en la matière d'un ouvrage de référence, Vidéo, la mémoire au poing.

Docteur en sociologie de l'art, enseignante et chercheuse, Anne-Marie Duguet enseignait alors la sociologie de la télévision et l'esthétique dans les domaines de l'image électronique et informatique à l'Université Paris 1.

[► Lien vers l'émission](#)

L'Obs

17 février 2019

Avec Pierre Birnbaum, professeur émérite en science politique

TRIBUNE. L'agression de trop, les insultes antisémites contre Alain Finkielkraut et les passions morbides

Dimanche 17 février 2019. Le philosophe Alain Finkielkraut sort de son taxi, il est aperçu par des gilets jaunes, près de Montparnasse. Lorsque subitement s'enchaînent les insultes :

- Palestine !
- La France est à nous
- Sale sioniste
- Sale race (...)
- Le peuple va te punir...

Quelle est donc cette petite "foule" haineuse qui a ainsi insulté le philosophe Alain Finkielkraut ? Ces gens prétendent être le peuple alors qu'ils n'en sont ici qu'une petite caricature vulgaire et médiocre. Ce que nous voyons là, ce sont de petits agités qui vocifèrent des aboiements antisémites.

[► Lien vers la tribune](#)

Le Monde

16 février 2019

Avec Vanessa Jerome, politiste

La mise en scène habile de la députée démocrate Alexandria Ocasio-Cortez sur Instagram

Plus jeune élue de l'histoire du Congrès américain, « AOC » soigne son image sur les réseaux sociaux. Notamment avec ses « stories », qui montrent les coulisses du pouvoir. Marion Dupont

Des trois heures trente d'audience du Comité d'éthique réuni pour l'examen d'une loi sur le droit de vote et les finances de campagne, vendredi 8 février, l'opinion publique américaine ne retiendra que quelques secondes. Alexandria Ocasio-Cortez a en effet utilisé son temps de questions pour un petit jeu de rôle avec les experts réunis qui, converti en mini-vidéo, a fait un tabac sur les réseaux sociaux. Alexandria Ocasio-Cortez fait jouer le Comité d'éthique à un jeu spécial corruption

La députée démocrate du Bronx et du Queens, plus jeune élue de l'histoire du Congrès, manie en virtuose les différentes plates-formes pour rendre ses idées socialistes et radicales non seulement audibles mais centrales, tant au sein de son propre parti que dans le débat public américain tout entier. Elle a d'ailleurs été invitée à transmettre son savoir à ses collègues dès son arrivée.

[► Lien via Europresse](#)

Les Inrockuptibles

15 février 2019

Avec Patrick Eveno, professeur en histoire des médias

La force du direct

Face à la défiance généralisée pour les médias en place, les reportages sans montage, diffusés instantanément en live, sont plébiscités. Sont-ils pour autant les garants de l'honnêteté journalistique ?

La scène a quelque chose d'inédit. Le 29 décembre 2018, alors que l'acte VII du mouvement des Gilets jaunes bat son plein, plusieurs centaines de manifestants sont rassemblés devant les locaux de France Télévision et BFM TV, dans le XV^e arrondissement de Paris. Vêtus de leur tenue fluorescente, ils scandent plusieurs slogans très virulents vis-à-vis de ces médias. "Journalistes collabo!", "Descendez, y en a marre", peut-on alors entendre au milieu des sifflements de la foule. Caméras détruites, insultes et violence envers les journalistes...

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde des grandes écoles et universités

15 février 2019

Avec Elisabeth Jayot, doctorante au sein du double parcours Paris 1 Panthéon-Sorbonne/IFM « Théories et pratiques de la mode »

La philosophie de la tortue

Comment est né votre projet de thèse ?

Diplômée d'un Master en design vêtement de l'ENSAD en 2014, j'ai travaillé sur la chaîne de production de la mode. Je n'ai jamais rêvé des grandes maisons. Je souhaite travailler sur le vêtement du futur, un textile qui s'inscrit dans une perspective durable alors que l'on sait que l'industrie de la mode est l'une des plus polluantes dans le monde. La thèse me permet d'aller au bout des choses.

Trouver votre doctorat, un parcours du combattant ?

En 2016, il n'existait aucun programme doctoral où mener ce type de recherche en France. On m'a conseillé d'aller à l'étranger. Je trouvais aberrant qu'en France, pays de la mode, où le secteur est puissant, on ne s'intéresse pas à ces questions. Je me suis donc accrochée. J'ai pu formaliser mon projet de thèse quand un groupe de recherche sur les matériaux souples s'est monté à l'ENSAD, mais pas l'y mener. Puis, le double parcours Paris 1/IFM a été créé ! J'ai rencontré quelques difficultés à trouver un directeur de thèse, mais cela a été une vraie délivrance de pouvoir faire exister ce projet.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro

14 février 2019

Avec Michem Fromont, professeur émérite en droit

Les hommes politiques sont-ils trop nombreux au Conseil constitutionnel?

DÉCRYPTAGE - Trois hommes politiques vont rejoindre le Conseil constitutionnel. Rien d'inhabituel pour la France, mais dans les autres pays européens, les tribunaux et cours suprêmes sont quasiment exclusivement composés de juristes de métier. Une différence qui suscite depuis longtemps de nombreuses critiques.

Les trois dernières nominations au Conseil constitutionnel ne vont pas faire taire les critiques. Le maire de Bordeaux et ancien premier ministre, Alain Juppé, remplace un autre ancien locataire de Matignon, Lionel Jospin. Certes avocat de profession, Jacques Mézard est quant à lui sénateur depuis 2008 et fut ministre de l'Agriculture puis de la Cohésion des territoires de 2017 à 2018. Il remplace un autre ancien ministre et sénateur, Michel Charasse. Également avocat de profession, François Pillet a été élu maire dès 1995, conseiller général dès 1998 et est sénateur depuis 2007. Il remplace l'ancien député et sénateur Jean-Jacques Hyest.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

14 février 2019

Avec Angélique Palle, docteure en géographie et chercheuse associée

Musique : Chansons d'amour / St-Valentin, priez pour nous / Nordstream 2 / Simone Veil semble être une Marianne parfaite

Les Enjeux Internationaux par Xavier Martinet:

Après plus d'un an de controverses, les 28 Européens viennent de valider mardi le projet de gazoduc Nordstream 2 en Mer Baltique. Le tuyau doublera les approvisionnements gaziers russes en UE, et malgré quelques garanties commerciales, le projet modifie les équilibres géostratégiques européens. Nordstream 2 : entre la Russie et l'Europe, du gaz dans l'eau ?

Xavier Martinet s'entretient avec **Angélique Palle**, docteure en géographie et chercheuse associée à l'Université Paris I panthéon-Sorbonne (UMR Prodig).

[► Lien vers l'émission \(Nordstream 2\)](#)

Le Monde

13 février 2019

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Alain Juppé quitte la mairie de Bordeaux pour rejoindre le Conseil constitutionnel

L'ex-premier ministre a été proposé par le président de l'Assemblée nationale. L'ancien ministre Jacques Mézard a été désigné par Emmanuel Macron, et le sénateur (LR) du Cher François Pillet par Gérard Larcher.

Le Conseil constitutionnel va accueillir trois nouveaux membres, choisis par le président de la République et les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. S'il n'y avait guère de suspense sur le choix de l'ancien ministre Jacques Mézard – par Emmanuel Macron – et du sénateur du Cher (Les Républicains) François Pillet – par Gérard Larcher –, Richard Ferrand, au Palais-Bourbon, a gardé le mystère jusqu'au bout.

[► Lien vers l'article](#)

Toute l'Europe

11 février 2019

Avec Ludmila Acone, docteure en histoire, chercheuse associée au Laboratoire de Médiévistique Médiévale Occidentale

[Revue de presse] France-Italie : un apaisement des tensions est-il possible ?

Après une rencontre entre Luigi Di Maio et des Gilets jaunes français la semaine dernière, la France a rappelé son ambassadeur en Italie. Le gouvernement italien semble désormais vouloir "calmer le jeu". Mais un rapprochement s'opère sur le terrain: une rencontre a eu lieu entre des Gilets jaunes des deux pays à la veille d'une importante manifestation contre la coalition italienne samedi.

"Calmer le jeu"

Luigi Di Maio, vice-Premier ministre italien et patron du Mouvement 5 étoiles (M5S) avait rencontré des membres emblématiques des Gilets jaunes, le 5 février à Montargis.

[► Lien vers l'article](#)